

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 27/02/2026

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES VOLAILLES DE ST MARS**

Rue des Riantières  
44540 Vallons-De-L'erdre

Références : 2026-0717  
Code AIOT : 0054401755

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement LES VOLAILLES DE ST MARS implanté Rue des Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suivi du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (31 décembre 2022) sur la mise en oeuvre du plan d'actions.

Mise en place du plan d'actions suites aux non-conformités identifiées lors de l'inspection réalisée le 13/11/2024, dont le remplacement d'une installation de réfrigération (R22) pourvu d'une TAR classée en déclaration (Rubrique 2921).

Suivi documentaire du fonctionnement de la TAR

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES VOLAILLES DE ST MARS
- Rue des Rantières 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0054401755
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Abattoir de volailles classé en AUTORISATION (Non IED)

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose
- Sécurité/sûreté

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Gestion des eaux souillées	AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1	Demande d'action corrective
2	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte
3	Installations de gaz à effets de serre fluorés	AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1	Astreinte, Demande d'action corrective
4	Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe 1 - 3.7.I.1.2	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
5	Responsable de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe1 - 3.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
6	Entretien préventif et suivi du fonctionnement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7.I.1	Mise en demeure, respect de prescription
7	Protection du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Réalisation complète du plan d'actions concernant la remise en état du réseau séparatif des eaux pluviales (remise en état du bassin, réseau séparatif, diagnostic des canalisations...).

Les non-conformités chroniques relatives au fonctionnement sécurisé des installations électriques n'ont pas été résolues.

Non-respect des engagements de l'exploitant sur le remplacement d'un équipement frigorifique (R22), dont le fonctionnement est associé à l'utilisation d'une TAR.

Non conformités MAJEURES sur le respect des prescriptions ministérielles concernant l'utilisation de la TAR (entretien préventif et surveillance de l'équipement) identifiées lors de l'inspection.

Une transmission des nouveaux manquements constatés auprès des services de la préfecture sera réalisée afin de procéder (par application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement) à la remise en conformité du fonctionnement de l'établissement LVSM.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des eaux souillées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise en place des moyens permettant d'assurer une séparation complète des eaux souillées et des eaux pluviales, notamment au niveau des abords extérieurs de l'abattoir (meilleure séparation des flux de collecte, formation du personnel aux postes de lavage)
<b>Constats :</b>  Réalisation d'un diagnostic des réseaux séparatifs sur les canalisations présentes dans l'usine Réalisation des aménagements concernant la séparation des eaux usées et des eaux pluviales Nettoyage du séparateur d'hydrocarbures Travaux d'étanchéification du bassin de gestion des eaux pluviales (bassin de rétention des eaux d'extinction) Transmission du rapport de conformité (septembre 2025) Toutefois, l'accumulation de feuilles mortes en sortie du bassin de rétention des eaux pluviales peuvent bloquer le fonctionnement de la vanne de fermeture du bassin et contribuer à son dysfonctionnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Poser une crépine (grille métallique) à l'entrée de la canalisation d'évacuation des eaux du bassin d'eaux pluviales de façon à interdire l'entrée de feuilles mortes pouvant bloquer le fonctionnement de la vanne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Justifier la mise en œuvre des actions correctives suite aux anomalies relevées par le contrôle périodique des installations électriques
<b>Constats :</b>  Dernier contrôle des installations électriques de l'APAVE (rapport A30302875-012-1 Q18 en date du 12/12/2025): Inadaptation des dispositifs contre les surintensités (dangers existants depuis 2013)  Absence de plan d'actions sur les non-conformités en l'absence d'un remplacement de l'ensemble des équipements de réfrigération (en cours de réflexion).  Prélèvement d'astreintes administratives jusqu'au complet achèvement des travaux attendus (APMD 31 janvier 2022).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Remise en état des non-conformités identifiées par le présent rapport: - Poste de transformation Haute Tension, départ centrale positive extérieur - Tableau (armoire générale) - Circuits terminaux: Compresseurs
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Installations de gaz à effets de serre fluorés**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mettre en œuvre les contrôles périodiques de l'ensemble des installations de réfrigération Fournir un échéancier de remplacement de l'installation R22
<b>Constats :</b>  Mise en place d'un suivi régulier de l'ensemble des équipements de réfrigération (contrôles d'étanchéité) sur les sept équipements pourvus de gaz à effets de serre fluorés. Maintien en fonctionnement de l'équipement de réfrigération (R22) équipé d'une tour aéroréfrigérante ( <b><u>malgré l'engagement par écrit de l'exploitant (26/09/2025) à procéder au remplacement de l'équipement au plus tard le 31 décembre 2025</u></b> ).

Non respect des échéances du plan d'actions proposé par l'exploitant
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>Remplacement l'installation de réfrigération (R22) compte tenu de la dangerosité avérée du fonctionnement de la TAR.</p> <p><i>(Dans l'éventualité d'un arrêt définitif de l'utilisation d'équipement relevant de la rubrique 2921 par la nomenclature des Installations Classées, la transmission d'un porter à connaissance de ces modifications auprès des services de la Préfecture doit être réalisée).</i></p>
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites
<b><i>Proposition de suites :</i></b> Astreinte, Demande d'action corrective
<b><i>Proposition de délais :</i></b> 3 mois

**N° 4 :** Entretien préventif de l'installation

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe 1 - 3.7.I.1.2
<b><i>Thème(s) :</i></b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b></p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et <u><b>pendant toute la durée de son fonctionnement.</b></u></p>
<p><b><i>Constats :</i></b></p> <p>Dangerosité constatée du fonctionnement d'une tour aéroréfrigérante: détérioration des surfaces intérieures par la présence corrosions profondes de la structure. (voir dernier rapport d'intervention concernant le nettoyage mécanique de l'équipement : 17 janvier 2025) Inefficacité des entretiens préventifs annuels réalisés.</p>
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>Remplacement de la Tour aéroréfrigérante sur l'installation R22.</p>
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites
<b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b><i>Proposition de délais :</i></b> 3 mois

**N° 5 :** Responsable de la TAR

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe1 - 3.1
<b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Exploitation – entretien
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b></p> <p>Présence d'un document désignant nommément la personne responsable de la surveillance et de l'exploitation</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de document à jour lors de l'inspection. Absence de document justifiant le renouvellement obligatoire (a minima tous les 5 ans) de la formation au risque légionelle pour le responsable en interne de la tour aéro réfrigérante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmission d'un document désignant la (les) personne(s) nommément chargée(s) par l'exploitant du suivi de l'équipement ainsi que de la surveillance, (directe ou indirecte) de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Renouvellement de la formation au risque légionelle pour la personne responsable en interne de la tour aéro réfrigérante.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Entretien préventif et suivi du fonctionnement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 3.7.I.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse Méthodique des Risques datée de moins de 2 ans</li> <li>- Descriptif de l'installation (schéma de principe, modalités de gestion)</li> <li>- Etude des facteurs de risques propres à l'installation (Implantation, conditions de fonctionnement, conception, ...)</li> <li>- Définition des moyens de surveillance</li> <li>- Plan d'entretien et procédure de nettoyage préventive et annuel de l'équipement</li> <li>- Fiche de stratégie de traitement justifiant le choix des procédés et produits utilisés</li> <li>- Plan de surveillance contenant le descriptif des indicateurs de suivi de l'installation, procédures de gestion des dérives</li> <li>- Procédures de gestion des dérives des indicateurs en cas de dépassement des concentrations mesurées en Legionella pneumophyla (norme NF T90-431 (version 2020)</li> <li>- Procédures spécifiques (arrêt de l'installation)</li> <li>- Document attestant l'étalonnage des appareils de mesure (pompes doseuses, compteurs d'eau...)</li> <li>- Carnet de suivi à jour</li> <li>- Vérification du respect des 48h (injection biocides) avant réalisation des prélèvements</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suivi documentaire du fonctionnement partiellement mis à jour suite au départ de la précédente responsable QSE de l'établissement.</p>

<p><u>Constats le jour de l'inspection:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du descriptif du fonctionnement de l'installation (schéma de principe limité uniquement à la TAR, modalités de gestion non décrites, manque de lisibilité des plans présentés)</li> <li>- Insuffisance de l'étude des facteurs de risques propres à l'installation ( Implantation, conditions de fonctionnement, conception, corrosion marquée des surfaces intérieures ...)</li> <li>- Absence de mise à jour de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) : (supérieure à 2 ans )</li> <li>- Absence de justification récente de la stratégie de traitement de l'eau appliquée</li> <li>- Non respect du plan d'entretien (nettoyage préventif annuel de plus d'un an ),</li> <li>- Non respect des conclusions du dernier compte rendu d'intervention (nettoyage) : <b><u>dangerosité du fonctionnement de la TAR, préconisant un remplacement de l'équipement</u></b></li> <li>- Incomplétude des procédures de gestion des dérives des indicateurs en cas de dépassement des concentrations mesurées en Legionella pneumophyla (norme NF T90-431 (version 2020)</li> <li>- Incomplétude des procédures spécifiques (arrêt / redémarrage de l'installation, dépassement en légionelles, entretien annuel de l'installation, justification de l'utilisation en continu d'un biocide non oxydant,...)</li> <li>- Absence de justificatifs attestant l'étalonnage des appareils de mesure</li> </ul>
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>Mise à jour du suivi documentaire associé au remplacement de la Tour aéroréfrigérante (carnet de suivi, descriptif de l'installation, analyse des risques, procédures associées au fonctionnement, plans d'actions...) à transmettre au service des Installations Classées</p>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites</p>
<p><b><i>Proposition de suites :</i></b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b><i>Proposition de délais :</i></b> 1 mois</p>

#### **N° 7 : Protection du personnel**

<p><b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 - 4.2</p>
<p><b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Risques</p>
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b></p> <p>L'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;</li> <li>- aux produits chimiques.</li> </ul> <p>Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.</p>
<p><b><i>Constats :</i></b></p>



<p>Des EPI sont uniquement à disposition de la personne de l'abattoir responsable de l'installation (personne de la maintenance).</p> <p>Absence de mise à disposition des visiteurs et personnes externes à l'abattoir intervenant à proximité d l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés et conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;</li> <li>- aux produits chimiques.</li> </ul> <p>Absence de panneaux d'information du personnel intervenant sur l'installation (ou à proximité) de la tour de refroidissement des circonstances d'exposition aux légionelles et du port des EPI.</p>
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>Mise en place des panneaux information</p> <p>Mise à disposition du personnel intervenant à proximité de l'équipement des EPI attendus (masques, lunettes, gants...).</p>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites</p>
<p><b><i>Proposition de suites :</i></b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b><i>Proposition de délais :</i></b> 7 jours</p>